

La « Balkanisation » de la République Démocratique du Congo

ENQUÊTE SUR LA LONGUE
DURÉE DES THÉORIES DU
COMLOT AU « GRAND-KIVU »

Godefroid Muzalia
et Thierry Rukata

« NON À LA BALKANISATION »

« NON À LA NOTIFICATION PRÉALABLE »

- NON A LA BALKANISATION

SÉRIE INSECURE LIVELIHOODS

La série Insecure Livelihoods publie des informations et des analyses sur la complexité des conflits et de la sécurité en République démocratique du Congo. Ses rapports sont basés sur des recherches indépendantes, non partisans, collaboratives et de terrain.

AUTEURS

Godefroid Muzalia est professeur à l'Institut Supérieur Pédagogique de Bukavu, où il est directeur du Centre des Recherches universitaires du Kivu (CERUKI). Il est fondateur du Groupe d'études sur les conflits et la sécurité humaine (GEC-SH) ainsi que co-fondateur du Réseau congolais de recherche sur la paix et la sécurité (ResCongo).

Thierry Rukata est journaliste et chercheur associé au Groupe d'études sur les conflits et la sécurité humaine (GEC-SH). Son expertise se concentre sur les questions sécuritaire, la gouvernance locale, les élections et le domaine de communication digitale.

CONFLICT RESEARCH GROUP (CRG)

Directeur : Koen Vlassenroot

Directeur de recherche : Christoph Vogel

Responsable projet et formation : Michel Thill

www.ugent.be/ps/conflict-ontwikkeling/crg/en

GROUPE D'ÉTUDES SUR LES CONFLITS ET LA SÉCURITÉ HUMAINE (GEC-SH)

Directeur : Godefroid Muzalia

Chargés de projet : Francine Mudunga, Elisée Cirhuza et Cubaka Muderhwa

www.gecshceruki.org

GOVERNANCE IN CONFLICT NETWORK (GIC)

Coordinateur : Tomas van Acker

www.gicnetwork.be

PUBLISHING

Éditorial : Alice Gregoire

Designer : Marie Wynants, achttien.eu

© 2022 Governance in Conflict Network, basé à l'Université de Gand, Belgique



La « Balkanisation » de la République Démocratique du Congo

**ENQUÊTE SUR LA LONGUE
DURÉE DES THÉORIES DU
COMLOT AU « GRAND-KIVU »**

Godefroid Muzalia et Thierry Rukata



Résumé exécutif

Juste après la proclamation de l'indépendance en 1960, le Premier ministre, Patrice-Emery Lumumba, fustigeait un « plan de balkanisation de la RDC ». Soixante ans plus tard, la question est toujours d'actualité. Dans une perspective historique et ethnographique, cette étude inscrit ce débat sur la longue durée. Elle aboutit au constat que le débat autour de la « balkanisation de la RDC » surgit chaque fois que le pays traverse une crise politique : les sécessions des années 1960s, le contexte de guerre des années 1990 et 2000 et actuellement avec la résurgence de la rébellion du M23. Les protagonistes du débat dénoncent un plan qui serait avalisé par la communauté internationale qui se servirait du Rwanda pour démembrer la RDC tandis que d'autres dénoncent l'incapacité de « Kinshasa » à impulser le développement du pays entier et estiment qu'il serait utile de tenter une autre expérience : fédéralisme ou balkanisation. Néanmoins et malgré le débat strident, il s'avère qu'une majorité des congolais ne soutient la balkanisation de la RDC, bien que nombre d'eux redoutent d'être envahi par le Rwanda ou d'autres forces étrangères. Le débat reste donc ouvert.

Table des matières

1 INTRODUCTION	6
2 BREF APERÇU DES DYNAMIQUES DE LA BALKANISATION	9
3 POINTS DE VUE SUR LA « BALKANISATION »	14
3.1 « Ça ne va pas, balkanisons ce pays... »	15
3.2 ... « Non balkaniser n'est pas la solution ! »	22
4 HISTORICISER LE DISCOURS DE BALKANISATION EN RDC	26
5 ET SI LA « BALKANISATION » VENAIT D'AILLEURS ?	29
6 CONCLUSIONS	36
7 BIBLIOGRAPHIE	38

Le 30 juin 2020, un « nouveau » drapeau flotte dans le paysage urbain de Bukavu. Il s'agit d'un tissu carré frappé de trois bandes de couleurs différentes (jaune, bleu et noire) et portant une étoile de couleur blanche en son centre. Des tracts et banderoles qui accompagnent ce nouvel étendard sont porteurs d'un message sans équivoque : « la République du Kivu ».¹ Les commentaires sont allés dans tous les sens. Certains pour soutenir, d'autres pour dénoncer un « plan de balkanisation de la RDC qui serait conçu par les occidentaux ». Les autorités provinciales ont condamné une « aventure grotesque » de ceux que l'on appelait Wazalendo (Patriotes), tandis que plusieurs interventions radiodiffusées venant des acteurs de la société civile ont fustigé « un complot international visant le démembrement du territoire de la RDC ». Certains ont même situé l'origine du complot au début des années 1960.

En effet, l'événement du 30 juin 2020 n'est pas la première expression d'initiatives séparatistes en RDC. Les années 1960 en avaient déjà formulé et matérialisé deux grâce à l'appui de certains milieux belges : celle qui a résulté dans la sécession de l'État du Katanga et celle qui a abouti à la sécession du Sud-Kasaï (Kalubi 2005). Trente-six ans plus tard, dans le contexte des guerres cycliques que la RDC a connu entre 1996 et 2003, des alertes contre la balkanisation ont été lancées par des religieux et des acteurs de la société civile. Dans son homélie de Noël 1999, Monseigneur Emmanuel Kataliko, Archevêque de Bukavu à l'époque, dénonça le fait que « des pouvoirs étrangers, avec la collaboration de certains de nos frères, organisent des guerres

¹ « République du Kivu » désigne à la fois un nouveau groupe armé basé dans le territoire de Kabare/Sud-Kivu depuis décembre 2019 et un projet d'« État sécessionniste » devant inclure les actuelles provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, du Maniema, de l'Ituri et de Tanganyika. Ce groupe serait contrôlé par les anciens fidèles de l'ex-Président Joseph Kabila.

avec des ressources de notre pays » (Kataliko 1999). A la même occasion, il mit en garde ses adeptes contre « un certain plan de Balkanisation soutenu par les occidentaux ». L'homélie fut répercutée par les acteurs de la société civile et des pasteurs protestants (dont l'évêque Kuye Ndongu) qui n'avaient hésité, à leur tour, à dénoncer un « complot international » contre la RDC. Vingt-deux ans après l'élan anti-balkanisation véhiculé par les religieux et les acteurs de la société civile, le débat autour d'un probable démembrement de la RDC a refait surface. Il est devenu un instrument que les opposants utilisent contre tous les régimes qui se succèdent à Kinshasa depuis la chute du Président Mobutu en mai 1997.²

La réflexion menée dans ce rapport s'appuie sur deux constats : le premier est que, les discours autour de la balkanisation de la RDC émergent souvent durant les périodes de profondes crises socio-politiques. Le second est que depuis l'invasion de la RDC en 1996 par l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL, avec le soutien des armées rwandaise, burundaise et ougandaise), ce discours est lié aux théories du complot et implique une constellation d'acteurs aussi bien étatiques que non étatiques, nationaux et internationaux. Cela suscite donc quelques interrogations : quels sont les facteurs qui favorisent la survivance de ce débat à travers le temps ? Comment expliquer la résurgence de ce discours sur la balkanisation dans le contexte actuel, où le pays semble évoluer à deux vitesses : « une partie occidentale », plus ou moins stable et « une partie orientale » en proie à une activité quasi permanente des groupes armés locaux et étrangers ? Que faut-il comprendre au-delà du discours sur la « balkanisation de la RD Congo » ?

Ce rapport discute d'abord du concept de balkanisation et de ses applications à la République démocratique du Congo. Ensuite, il inscrit le discours autour d'un potentiel démembrement de la RDC dans une perspective historique. Enfin, il propose une explication à la survivance, au fil du temps,

² Honoré Ndongu, ancien conseiller de l'ex-Président Mobutu, n'avait cessé de dénoncer « la complicité de l'ex-Président Joseph Kabila pour exécuter un plan de balkanisation soutenu au profit du Rwanda ». Son discours avait été relayé par les « combattants de la diaspora ». Actuellement c'est un cheval de bataille de Martin Fayulu, candidat malheureux aux élections de 2018.

des tendances séparatistes en RDC. Ce rapport inscrit ce débat sur la longue durée. Il a donc été utile de compiler la littérature disponible et de procéder à une recherche de terrain dans une perspective ethnographique.

Des données orales ont été collectées à la suite d'une série d'entretiens semi-structurés qui ont été menés à Bukavu (Sud-Kivu), à Goma (Nord-Kivu) et à Kinshasa. Les deux premiers sites ont été choisis parce qu'ils font particulièrement l'objet de la rumeur de balkanisation, tandis que Kinshasa a été ciblée, parce qu'elle symbolise « l'État à balkaniser ». Les acteurs politiques (députés et dirigeants de partis politiques), les religieux, des animateurs d'associations de la société civile, des chefs coutumiers, des représentants des communautés tribales, et deux acteurs de groupes armés ont accepté de répondre à nos questions.

Cette réflexion comporte quatre sections. La première dresse un aperçu général des dynamiques de la balkanisation et examine dans quelle mesure la RDC pourrait s'inscrire dans ce débat général. La deuxième section procède à une présentation des principales opinions pro et/ou anti-balkanisation de la RDC. La troisième section va au-delà du discours et analyse la question aux regards des dynamiques sociopolitiques internes à la RDC. Enfin, la quatrième section accorde une attention aux pressions extérieures à travers les lunettes de la théorie du complot.

Bref aperçu des dynamiques de la balkanisation

Notons, de prime abord, que les processus de constitution et de démembrement des grands ensembles politiques sont une constante dans l'histoire de l'humanité. Si la constitution des grands empires a souvent été le fruit de conquêtes (politiques et/ou économiques), leur démembrement s'explique soit par des facteurs endogènes (difficulté à fédérer les multiples nations qui les composent, lutte de leadership, question de gouvernance, etc.), soit dans des facteurs exogènes (attaques extérieures menées par d'autres empires plus puissants), ou encore dans les deux à la fois (Veyne 2016). Si bien que la réalité à laquelle réfère le concept de « balkanisation » est plus vieille que le concept lui-même. Elle avait déjà été traduite par des concepts voisins comme celui de séparatisme ou encore d'indépendantisme, tous négativement connotés.

En effet, le mot balkanisation est lié à l'histoire des Balkans au 19^{ème} siècle et évoque l'éclatement de l'ex-Empire ottoman en une série de « petits pays » (Grèce, Albanie, Bulgarie, Roumanie, Serbie et Monténégro). « L'homme malade de l'Europe » (Bazin 1986) a pourtant été l'un des plus prestigieux empires de l'histoire (Vasiliki 2014). En effet, l'Empire ottoman s'était progressivement mis en place à partir de la fin du 13^{ème} siècle sous l'impulsion de Osman I^{er}. En 1453, ses successeurs occupèrent Constantinople (aujourd'hui Istanbul en Turquie). L'entité multinationale ainsi construite devint le carrefour des interactions entre l'Orient et l'Occident pendant près de six siècles. Le vaste empire a été écartelé à la suite du tourbillon suscité par la « question d'Orient », ce conflit qui mit aux prises les grandes puissances et les nations du Sud-Est de l'Europe, pour le partage territorial de l'Empire ottoman (Loannis 2005).

La balkanisation désigne dès lors un processus qui aboutit à la fragmentation en de nombreux États de ce qui constituait auparavant une seule entité territoriale et politique (Rosière 2010). Le concept entre dans le débat public en 1918 par le biais de l'interview accordée au *New York Times* par Walter Rathenau. Il s'agissait pour ce responsable de l'effort de guerre allemand, d'éviter à l'Allemagne le démantèlement de son territoire et de son industrie (Capdepuuy & Jesné 2012). Ainsi, en plus de la fragmentation territoriale d'une entité politique, la balkanisation peut revêtir une dimension géoéconomique. Dans ce cas, elle a trait à l'exploitation économique, sans le démembrer, d'une partie d'un État souverain par d'autres États ou structures étrangères. Plusieurs États ont connu ce type de processus.

En effet, après le démembrement de « l'homme malade de l'Europe », on a assisté soit à la reconstitution, soit au démembrement d'autres ensembles politiques. L'histoire de l'ex-Yougoslavie est très intéressante à ce sujet. Ce vaste ensemble politique amorça sa construction juste après la première guerre mondiale (Sabri 1992). Au sommet de sa puissance, en 1964, la République Fédérative Socialiste de Yougoslavie comptait six républiques (Bosnie-Herzégovine, Croatie, Macédoine, Monténégro, Serbie et Slovénie) ; six nations (Slovènes, Monténégrins, Serbes, Macédoniens, Bosniaques et Croates) et deux religions (islam et christianisme). La Yougoslavie était un véritable conglomérat de peuples superposant diversité culturelle et religieuse (Nano Ruzin 2013). Si « comparaison n'est pas raison », il n'en demeure pas moins important de noter que le processus du passage de la Yougoslavie des empires à celle de l'État-nation (Gossiaux 2002) après la première guerre mondiale, pourrait présenter des similitudes avec celui qui a abouti à la construction de l'État Indépendant du Congo par Léopold II durant le dernier quart du 19^{ème} siècle, à la faveur du processus de Berlin 1885 (Stengers 1985). Tous les États africains sont issus de ce genre de processus et constituent des mosaïques de peuples et ethnies, qui manquent d'unité pour fonder de véritables nations (Kodjo 1985).

Du coup, les initiatives favorables à la balkanisation fondent généralement leurs arguments sur le caractère « obsolètes » des frontières des États qu'elles concernent. Les puissances européennes qui ont participé à la balkanisation de l'ex-Empire ottoman affirmaient que ses frontières étaient « aberrantes »,

même si après elles ont tenu compte de ces mêmes frontières dans la nouvelle configuration des États issus de cette balkanisation (Capdepuy & Jesné 2012). En réalité, au-delà de la problématique des frontières « obsolètes », il y a souvent une question d'accès aux ressources. La remise en cause des frontières héritées de la colonisation et la détermination des anciens colons à conserver le contrôle des régions minières ou pétrolières de leurs anciennes colonies, ont été parmi les causes des crises qui ont déchiré quelques pays africains après la proclamation des indépendances. L'Angola, le Soudan, le Nigéria et la République démocratique du Congo ont été particulièrement menacés de balkanisation juste après leur indépendance. Si dans les trois premiers pays les mouvements séparatistes s'étaient appuyés sur la guerre du pétrole (Morency-Laflamme 2011), en RDC se sont les provinces minières du Katanga et du Kasai qui ont bénéficié du soutien de milieux occidentaux soucieux d'extraire ces régions du contrôle de l'ex-Congo belge (Kalubi 2005).

En 1996, soit trente-six ans après les sécessions des années 1960, alors que la « rébellion Banyamulenge » embrasait l'Est de la RDC, le Président rwandais Bizimungu, principal soutien des rebelles, relança le débat sur les frontières de la RDC et de ses voisins. Il proposa la tenue d'une seconde conférence de Berlin qui aurait pour mission de retracer les frontières des pays de la région en vue de la reconstitution du « Grand Rwanda » (Njangu 2000 : 64). La reconstitution du « Grand Rwanda » devait ainsi se réaliser après l'annexion de quelques contrées de la région du Kivu (Goma, Masisi, Rutshuru et Walikale dans le Nord-Kivu et Kalehe et Kabare et une partie de Mwenga dans le Sud-Kivu). La seconde guerre dite de « rectification », c'est-à-dire celle menée par le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) entre 1998 et 2003, finit par révéler qu'au-delà de la question des frontières héritées de la colonisation et de la question sécuritaire, les motivations qui ont poussé le Rwanda et l'Ouganda à intervenir en RDC étaient également économiques : l'accès aux ressources naturelles.

En dépit de la réunification du pays en 2003, la rébellion menée par le RCD a favorisé une forme de « balkanisation économique » (Capdepuy & Jesné 2012), dont la partie orientale (le Sud-Kivu, le Nord-Kivu et l'Ituri) constitue à ce jour à la fois un foyer de violence, un foyer de prolifération de groupes armés et contient de véritables espaces de prédation, envahis par des sociétés

minières venues de tous horizons. Le rapport du Panel d'experts des Nations unies sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la RDC (2003) est très explicite à ce sujet. C'est à juste titre que la journaliste Colette Braeckman écrivait, déjà en 1999, que la RDC se trouvait au centre d'une véritable compétition implacable pour l'accès libre et exclusif aux dernières ressources naturelles non encore exploitées de la planète (Braeckman 1999). Plus tard, en 2006, cette auteure qualifiait la RDC de « libre-service minier » (Braeckman 2006).

En plus des motivations économiques, il arrive que les discours autour de la balkanisation se servent des considérations identitaires comme « paravent » (Rosière 2010). Les premières tentatives séparatistes en RDC offrent des exemples éloquentes à ce sujet. Au-delà du soutien extérieur dont elle bénéficia, la sécession katangaise des années 1960 avait impliqué la Confédération des associations tribales du Katanga (CONAKAT), dont Moïse Tshombé fut le leader. Les animateurs de la république sécessionniste avaient ainsi mobilisé une identité régionale, celle des Katangais, c'est-à-dire toutes les communautés tribales établies dans l'ex-province du Katanga à l'époque. La sécession du Sud-Kasaï, durant la même période, s'inscrit sur un schéma similaire. Son leader, Kalonji Ditunga, prit même le titre du Mulopwe (Seigneur, Chef suprême) du patrimoine culturel de l'ancien royaume Luba.

En fait, dans le discours indépendantiste, les références historiques et culturelles occupent une place prépondérante (Diouf 2021). Cela est aussi vrai pour les tendances séparatistes qui se sont timidement exprimées en marge des rébellions congolaises des années 1990, comme celles portées par le Front de libération du Grand Kasaï du Professeur Julien Ciakudia,³ le Comité Moïse Tshombé au Katanga,⁴ du Rassemblement pour l'indépendance du

³ Le Front de Libération du Grand Kasaï a été créé à Londres le 10 décembre 2004 par monsieur Julien Ciakudia. Il a pour objectif la création de la République du Grand Kasaï. Celle-ci devra être constituée des anciennes provinces du Kasaï Oriental et du Kasaï Occidental. Elle aurait sa capitale dans la région du Lac Munkamba.

⁴ Le Comité Moïse Tshombe a été créé en 2000 par la Fondation Moïse Tshombe. Présidé par monsieur Lucien Naki à partir de Montréal (Canada), ce Comité demande depuis 2002 la réhabilitation de la mémoire de Moïse Tshombé (Fondateur de l'Etat du Katanga en 1960). Le 11 juillet 2010, les manifestants se réclamant « Tshombistes » se sont rassemblés à la grande place de la poste à Lubumbashi pour revendiquer l'indépendance du Katanga.

Grand Kivu (RIK),⁵ ou encore le BDK (Bundu dia Kongo qui signifie Union des Bakongo), un mouvement politico-religieux qui depuis près de trois décennies réclame l'autonomie de la province du Kongo Central, ancien Bas-Congo (Muzalia 2011). Tous ces mouvements ont tenté de mobiliser une « identité régionale » aux contours très mal définis. Pour le guide spirituel de BDK par exemple « Le Zaïre (RDC) est un produit d'un mariage forcé dont Léopold II était l'unique artisan. » Les dirigeants zaïrois ont été incapables de transformer ce mariage forcé en mariage d'amour. Dans ces conditions, « le divorce n'est pas incontournable » (Muzalia 2012). La transformation d'un « mariage forcé en mariage d'amour » ainsi évoqué fait allusion à l'intégration nationale, un des plus grands défis de la RDC. Il faut cependant préciser qu'en dépit de la montée de tendances séparatistes, les congolais sont globalement attachés à l'unité de leur pays dans sa configuration actuelle.

⁵ Le Rassemblement pour l'Indépendance du Kivu est une émanation du mouvement MJPC (Mobilisation pour la Justice et la Paix au Congo) de monsieur Amede Kyumbwa. Créé en février 2008, le RIK est prêt à proclamer l'indépendance du Kivu (Nord-Kivu, Sud-Kivu et Maniema) si le « gouvernement de la RDC persiste dans son inertie face à l'insécurité dans cette partie de la République ».

Points de vue sur la « balkanisation »

De manière générale, les discours favorables à la balkanisation, tels qu'ils sont restitués par les personnes interrogées à Bukavu et à Goma, partent du constat que, soixante ans après la proclamation de l'indépendance, le pays n'a pas amorcé son essor économique.⁶ Bien au contraire, pris dans un recyclage quasi-permanent de l'insécurité et en proie à une prédation de ses ressources naturelles, le pays ne cesse de dégringoler. Les arguments pro-balkanisation peuvent ainsi être regroupés sous trois thèmes : le premier fustige la centralisation de tous les pouvoirs à Kinshasa ; le second s'insurge contre une gouvernance chaotique du pays ; le troisième enfin, dénonce les effets négatifs du « clivage Est-Ouest ».⁷ Les arguments anti-balkanisation, eux aussi, suivent trois arguments principaux : le premier suggère le déplacement de la capitale de Kinshasa vers une autre province, le deuxième propose le fédéralisme comme alternative à la balkanisation, tandis que la troisième évoque les craintes que l'Est du pays soit « annexé au Rwanda ».

⁶ Entretien n°09, Goma, 18 juillet 2021.

⁷ Dans l'imaginaire collectif, l'*Ouest* se construirait autour de Kinshasa et insère dans sa zone d'influence les anciennes provinces du Kongo Central, du Bandundu, de l'Équateur et une partie de l'ancienne Province Orientale (majoritairement kongophone et lingalophone). L'Est quant à lui engloberait les provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu, Maniema, Katanga (en grande partie swahiliphone) et l'Est de la Province Orientale. Dans le centre du pays, les Kasai est assimilé plus à l'Ouest qu'à l'Est (majoritairement lubaphone).

3.1 « Ça ne va pas, balkanisons ce pays... »⁸

S'agissant de la centralisation de tous les pouvoirs à Kinshasa, bon nombre de personnes interrogées affirment que le pays est trop vaste pour être bien dirigé à partir de Kinshasa par des dirigeants qui ont révélé des lacunes graves en matière de gouvernance. Un ancien combattant du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP), ayant opéré à Goma entre 2004 et 2008, s'est exprimé à ce sujet : « comme les tentatives de décentraliser le pays n'aboutissent pas, la RDC devrait tenter une nouvelle expérience. Soit elle adopte le fédéralisme, soit on la balkanise ».⁹ En effet, après près de dix-sept ans de pouvoir centralisé, le Zaïre fit ses premiers pas dans la décentralisation en 1982. L'Ordonnance-Loi n°82-006 du 25 février 1982 institua la décentralisation territoriale dans les milieux tant urbains que ruraux (Vunduwawe 2009). Cette évolution était davantage une réponse aux contestations du pouvoir formulées dans le cadre des deux guerres du Shaba de 1977 et 1978¹⁰ qu'un réel élan d'ouverture de l'espace politique aux forces centrifuges (Kapyra Kabesa 2009). Dans l'objectif avoué de mettre en application les prescriptions de l'Ordonnance-Loi n°82-006, des élections furent organisées. Mais, la décentralisation politique n'a pas suivi. Une seconde ordonnance-loi fut alors promulguée le 20 décembre 1995 et des nouvelles élections furent projetées pour 1997. Celles-ci n'auront jamais lieu, dans la mesure où en septembre 1996, le pays a amorcé un cycle de guerres qui s'est poursuivi jusqu'en 2003, et dont les tares sont encore observables à travers la persistance des groupes armés dans l'Est du pays en général, et principalement dans le Sud-Kivu, le Nord-Kivu et l'Ituri. Si le débat à la fois technique et politique autour de la forme de l'État est saisissable par les acteurs politiques, la majorité de la population, en particulier celle du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, n'arrive pas à saisir le contenu du fédéralisme tant réclamé aujourd'hui. Nombreux sont

⁸ Entretien n°12, Bukavu, 2 août 2021.

⁹ Entretien n°13, Irambi-Katana, 27 septembre 2020 ; n° 8, Goma le 17 juillet 2021 ; n°7, Goma le 14 juillet 2021.

¹⁰ Le 13 mai 1978, Les « Tigres katangais » de Mbumba Nathanaël ont occupé la ville de Kolwezi au Katanga. Leur organisation militaire, le Front de Libération Nationale du Congo, se proposa de renverser le régime de Mobutu et d'instaurer le fédéralisme pour une meilleure gestion du pays. La rébellion fut très vite vaincue suite à l'intervention française le 19 mai 1978 (Aleth Manin 1978).

ceux qui le confondent avec la balkanisation. Cette réponse d'une vendeuse¹¹ de pommes de terre au sujet du rôle des députés nationaux informe davantage ce propos :

(...) Tukisha bachagula, banapoeya. Saa banaendaka kule Kinshasa, bana tuhabu lote. Ikiwezekana, tu ingiye tu mu fédéralisme. Kila batu babakiye kwabo, na ba jenge kwabo (...) basi miye ndafikaka kule Kinshasa. Sina za avion. Au moins nikuwe na enda yangu goma, njo kwenye na toshaka byashara yangu.¹²

L'idée que chaque peuple reste dans sa province et la construite signifie tout simplement « balkanisons ce pays ». Les partisans de la « République du Kivu » sont plus explicites à ce sujet :

Kinshasa ne se soucie pas des provinces. Tenez par exemple, le président Felix Antoine Tshisekedi prend le pouvoir et met en place son programme de 100 jours. Toutes ses actions sont exécutées à Kinshasa. Les provinces sont totalement oubliées. Pour eux (Kinshasa), les provinces n'existent pas ! Nous devons nous prendre en charge.¹³

Cette nécessité d'auto prise en charge conduit à aborder la question de la gouvernance. En effet, le retard, mieux, la régression que connaît la RDC sur le plan social et sur le plan économique est perçue comme le résultat de l'amateurisme des élites politiques basées à Kinshasa. Selon certaines personnes interrogées, « le développement de la RDC ne viendra pas de Kinshasa ».¹⁴ Deux arguments sont ainsi avancés par les partisans de la balkanisation. Le premier soutient que le gouvernement de Kinshasa « se livre à un accaparement effréné de toutes les ressources du pays », au détriment des provinces, et qu'il faut absolument mettre fin à cette situation. Le second affirme que les dirigeants basés à Kinshasa ne seraient que « des jouisseurs qui profitent de leur tour ». S'agissant de l'accaparement des ressources par

¹¹ Entretien n° 12, déjà cité.

¹² « Dès qu'ils sont élus députés, ils disparaissent. Quand ils vont à Kinshasa, ils nous mettent dans les oubliettes. Si possible, passons au fédéralisme. Comme ça que peuple reste chez soi et s'occupe de la construction de chez soi (...) est-ce que moi j'irai un jour à Kinshasa ? Je n'ai pas l'argent pour le billet d'avion. Je préfère aller à Goma où je vais acheter ma marchandise ».

¹³ Entretien n°13, déjà cité.

¹⁴ Entretien n°7, Goma, 19 juillet 2021.

Kinshasa, un député national originaire du Sud-Kivu affirme :

90% de la richesse nationale est produite dans les provinces, mais Kinshasa ne rétrocede presque rien. Tous les gouvernements provinciaux ont des problèmes avec leurs assemblées provinciales, avec leurs populations parce qu'ils n'ont pas des moyens pour impulser le développement de leurs entités.¹⁵

Cette position du député national est relayée par bien d'autres informateurs, dont un acteur de la société civile qui soutient :

Personnellement je propose qu'on ne puisse pas continuer à entretenir un mode de gestion de l'État qui a échoué. La décentralisation peine à décoller (...) notre décentralisation est restée dans le texte, mais dans l'agir des acteurs politiques congolais à tous les niveaux, nous restons centralistes, alors c'est ainsi que j'aurais souhaité qu'on passe de cette forme de gouvernance qui a prouvé ses limites à la fédération, où on aurait des autorités provinciales élues au suffrage universel direct et donc redevables envers la population.¹⁶

Pour ce qui est des dirigeants « jouisseurs », c'est particulièrement la *kinoiserie politique*¹⁷ et les nombreux voyages du chef de l'État à l'étranger qui déconcertent plus d'une personne : « Depuis qu'il a pris le pouvoir, il ne fait que voyager aux frais du trésor public et nous ne voyons pas les retombés de ces voyages ».¹⁸ En effet, pour la seule période allant du 24 janvier 2019, date de son investiture, au 12 juillet 2019, le président congolais et sa suite pléthorique ont effectué dix-sept voyages à l'étranger. Après juillet 2019, le chef de l'État ne s'est pas reposé. Ces voyages qui pèsent sur le budget de l'État lui ont valu des surnoms et sobriquets évocateurs au Sud-Kivu : Ahadi, Musafiri, Maangaiko (Promesse, Voyageur, Vadrouilleur). Le premier (Ahadi) évoque toutes les promesses faites durant la campagne électorale et, particulièrement celle de ramener la paix dans l'Est de la RDC. Le second (Musafiri) dresse le portrait d'un président jouisseur, tandis que le dernier

¹⁵ Entretien n°6, Bukavu, 20 juillet 2021.

¹⁶ Entretien n°1, Bukavu, 26 juillet 2021.

¹⁷ La *kinoiserie politique* se définirait par trois éléments : un conseil des ministres sans suivie des décisions, le détournement des deniers publics et le repos dans les hôtels luxueux ou les vacances en Occident. Ce terme reflète une tentative de « l'homme de la rue » d'expliquer la désarticulation entre le pouvoir exécutif et l'administration publique.

¹⁸ Entretien n°8, Goma, 17 juillet 2021.

(Maangaiko) décrit un président irresponsable, prêt à voyager même quand sa « case brûle ». Ces surnoms renvoient à toute une évaluation précoce du mandat du chef de l'État, un bilan largement négatif. Le troisième argument enfin, affirme que l'instrumentalisation des clivages Est-Ouest à des fins politiques accélère le processus de fragmentation de l'État. Bien que faisant partie du paysage politique du pays, les frustrations dues à la « tribalisation du politique » ont pris d'ampleur sous Felix-Antoine Tshisekedi. Une bonne frange des députés nationaux fustige ce qu'ils appellent la « lubaisation » du pouvoir :

[...] Figurez-vous que vous êtes au sommet de l'État mais l'ensemble des postes de responsabilité au sommet de l'État vous les accordez aux originaires d'un même coin de la République, sinon linguistique. Nous avons aujourd'hui le président de la République qui partage la même zone géopolitique que le président de la cour constitutionnelle, presque tous les chefs des hautes juridictions du pays, la banque centrale, le ministère de la justice, de l'Intérieur, des finances et bien d'autres postes de responsabilité. Tous les vice-présidents du parlement sont d'une même zone linguistique et géopolitique. Voilà des tendances balkanistes. Quel est le message que vous donnez aux autres ?¹⁹

Il faut cependant préciser que la situation ainsi décrite n'est pas forcément liée à une volonté politique de balkaniser le pays. Elle résume plutôt l'éternelle compétition à laquelle se livrent les acteurs politiques congolais pour accéder au pouvoir et aux ressources que celui-ci procure : la « géopolitique congolaise »²⁰ (Muzalia 2012). Ces logiques ont traversé l'histoire de la RDC et n'ont pas abouti à l'implosion du pays. En effet, lorsque Kasavubu accède au pouvoir en 1960, ce sont les politiciens bakongo de l'Abako (Alliance des Bakongo) qui ont constitué son cercle restreint. Après le coup d'État de 1965, le pouvoir est passé à l'Équateur, région de Mobutu, et est devenu l'affaire des Ngbandi, la tribu du chef. Le même phénomène s'est reproduit avec les Baswahili (les gens de l'Est, locuteurs du kiswahili) sous les règnes de Laurent-Désiré Kabila et de Joseph Kabila. Aujourd'hui c'est le « tour » des

¹⁹ Idem.

²⁰ La « géopolitique congolaise » voudrait tenir des coterie régionale et tribales dans l'attribution des postes de responsabilité au niveau des institutions de l'État et des entreprises publiques. Elle exploite ainsi les rapports de rivalité et de force entre groupes ethniques et régionaux (De Villers 1998 : 23).

Baluba. La « tribalisation du politique » participe certes au déficit de l'intégration nationale de la RDC, mais ne saurait conduire inéluctablement à la balkanisation. Notons, enfin, qu'au Sud-Kivu, les discours favorables à la balkanisation ont été liés à l'action menée par un groupe d'acteurs armés qui se présentent sous le label du Mouvement congolais pour la paix et la démocratie sociale (MCPDS). Selon une rumeur non confirmée, c'est ce mouvement connu sous l'appellation « République du Kivu » qui aurait investi Bukavu le 30 juin 2020. Selon la même rumeur, il s'agirait d'un mouvement politico-militaire dans lequel seraient impliqués certains anciens dignitaires de l'ex-parti au pouvoir, le PPRD (Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie), originaires du « Grand Kivu », ainsi que des proches de Joseph Kabila. Selon la même rumeur, l'épithète « congolais » qui apparaît dans la dénomination du mouvement ne serait qu'une distraction pour voiler des ambitions séparatistes :

(...) mais il semble que la République du Kivu est une organisation politico-militaire dont l'autorité morale est l'ancien président de la RDC. C'était le plan B au cas où il se sentirait déstabilisé après avoir cédé le pouvoir à Felix. Kabila serait alors obligé de provoquer la partition du pays. Malheureusement, c'est un plan qui ne protégerait que lui et ses partisans.²¹

Puisque nous évoquons les partisans de Joseph Kabila, il faut noter que juste après la « passation civilisée » du pouvoir à Kinshasa le 24 janvier 2019, certains dignitaires de l'ancienne majorité présidentielle qui n'étaient pas parvenus à se positionner dans le nouveau régime de Tshisekedi, avaient regagné leurs provinces respectives. Pour le Sud-Kivu, par exemple, Norbert Basengezi Kantintima, ancien vice-président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), et Marcellin Cishambo Ruhoya, ex-gouverneur du Sud-Kivu, ont quitté Kinshasa pour se réinstaller dans leurs villages respectifs (Kaziba et Nyangezi), où des « hommes en armes » avaient été aussitôt identifiés. C'est à cette période que remonterait la présence de « la République du Kivu » dans la zone. Cependant, il n'existe aucun indice fiable pouvant permettre d'établir un lien entre la présence de ce groupe armé dans l'Est de la RDC et le retour momentané de ces dignitaires dans leurs villages respectifs, et encore moins entre « la République du Kivu » et

²¹ Entretien n°1, déjà cité.

l'ex-président de la République, Joseph Kabila. Toutefois, pendant que le drapeau de la « République sécessionniste projetée » était hissé à Bukavu le 30 juin 2020, la présence d'éléments du MCPDS était signalée dans trois villages du groupement d'Irhambi-Katana en territoire de Kabare. Il s'agit de Kabushwa, Kahungu et Mabingu. En même temps, la rumeur faisait état de la présence de « plusieurs militaires de la Garde républicaine à Kaziba, dans le fameux « triangle de la mort », Kamanyola-Kaziba-Lemera, une zone très stratégique pour toutes les rébellions à l'Est de la RDC depuis les années 1990. Cette propension à la militarisation de la zone peu après l'investiture du chef de l'État à Kinshasa, a engendré des spéculations dans tous les sens.

Comment expliquer la persistance de la rumeur? La réponse à cette question est à chercher dans l'usage des réseaux sociaux. En effet, alors que le drapeau de la « République du Kivu » flottait à Bukavu, un gouvernement du futur État sécessionniste a été publié. Toutes les « grosses légumes » de la province s'y sont retrouvées en commençant par le prix Nobel, le Dr. Denis Mukwege. Ce dernier avait aussitôt pris position contre ce qu'il avait considéré comme « une énième tentative de déstabilisation et de démembrement de notre pays ». ²² D'autres anciens dignitaires du PPRD (Norbert Basengezi Kantintima et Marcellin Cishambo Ruhoya) qui étaient cités dans le gouvernement de la « nouvelle République » s'exprimèrent également à la Radio-Télévision Nationale du Congo (RTNC) pour préciser qu'ils n'étaient liés ni de loin, ni de près à la fameuse « République du Kivu ». Malgré ces démentis formels, la rumeur de la balkanisation avait envahi les rues de Bukavu et fut amplifiée par les responsables affichés de la « République du Kivu ». Interrogé à Irhambi-Katana, le porte-parole du mouvement affirmait que la « République du Kivu » impliquait une grande coalition dénommée la Coalition congolaise pour le changement radical et la démocratie (CCCRD). Il affirmait en outre que cette coalition aurait déjà de l'audience dans les territoires de Beni, Lubero et Masisi au Nord-Kivu et dans les territoires de Kabare, Kalehe, Uvira et Fizi au Sud-Kivu. ²³

²² Lire Fondation Panzi, Mise au point et désapprobation du Dr. Denis Mukwege à propos de la création d'une « République du Kivu », sous <https://fondationpanzirdc.org/mise-au-point-et-desapprobation-du-dr-denis-mukwege-a-propos-de-la-creation-dune-republique-du-kivu/>

²³ Entretien n°13, Irhambi-Katana, 26 septembre 2020.

Il est intéressant de constater que les zones indiquées par le porte-parole de la « République du Kivu » sont des espaces insécurisés et au passé meurtris. Les territoires de Beni et de Lubero par exemple, ont connu plusieurs vagues de violence caractérisées par des tueries rappelant les méthodes d'exécutions sommaires pratiquées lors du génocide rwandais de 1994 (Tunamusifu Shiralbe & Mpamwa 2020). Le Sud-Kivu en général, et en particulier les Moyens et Hauts Plateaux de Kalehe et d'Uvira-Fizi, sont devenus des foyers de dynamiques d'insécurité aussi bien locales que régionales (Verweijen et al. 2019 et Bouvy et al. 2019). Fatiguées, les populations ont le sentiment d'être totalement abandonnées par l'État et attendent impatiemment un sauveur. Les animateurs de la « République du Kivu » ont voulu exploiter ce désarroi pour s'attirer la confiance de la population. Le discours séparatiste joue ainsi sur la fibre ethnique et/ou régionale et exploite les souffrances des populations en zones insécurisées et l'exclusion du pouvoir de certains acteurs politiques originaires de l'Est.²⁴ Cette forme d'instrumentalisation de la « victimisation » des leaders du Kivu a été plus tard exprimée par la CCCRD par le truchement de la coalition armée Biloze Bishambuke²⁵ lors des assises Murhesa II. Ce groupe armé allié au MCPDS avait formulé une liste de préalables pour se démobiliser :

- La libération de Vital Kamerhe, le président de l'Union pour la nation congolaise (UNC) ;
- L'intégration des personnalités politiques du Sud-Kivu dans les institutions de la République ;
- La publication du rapport d'enquête sur le décès du Général Delphin Kahimbi;
- La promotion des officiers originaires de l'Est du pays dans les FARDC.

²⁴ Entretien n°6, déjà cité et entretien n°12, Bukavu, 12 septembre 2021.

²⁵ « Biloze Bishambuke » signifie « advienne que pourra ». L'expression désigne un groupe armé composé de Banyindu (tribu du Sud-Kivu). Ce groupe ferait partie de la Coalition congolaise pour le changement radical et la démocratie.

Tenant compte de ces revendications, il est clair que le discours sur la balkanisation est également utilisé comme un instrument politique pour négocier l'accès à un espace politique de plus en plus *lubaisé* et pas nécessairement pour procéder à la partition du pays. En effet, même, parmi les personnes favorables à la Balkanisation, la position contre ou pour la balkanisation n'est pas tout à fait tranchée.

3.2 ... « Non balkaniser n'est pas la solution ! »

La RDC n'est pas plus vaste que les États-Unis ou le Nigéria ! A mon avis, le problème n'est pas dans la superficie du pays. C'est plutôt un problème des dirigeants. Il faut plutôt tenter une nouvelle expérience. L'on pourrait par exemple d'abord déplacer la capitale vers une autre ville au centre du pays, puis tenter le fédéralisme et enfin travailler sur la gouvernance au niveau des États fédérés [...], et puis balkaniser ce pays, serait une occasion d'offrir les provinces de l'Est au Rwanda.²⁶

La citation ci-haut résume les arguments des personnes qui sont opposées à la balkanisation de la RDC. Nous pouvons y retenir trois grandes tendances. La première suggère le déplacement de la capitale de Kinshasa vers une autre province, la deuxième propose le fédéralisme comme alternative à la balkanisation, tandis que la troisième évoque les craintes que l'Est du pays soit « annexé au Rwanda ». S'agissant du déplacement de la capitale, ce n'est pas une nouvelle idée. Plusieurs acteurs politiques, dont des dignitaires sous Laurent Désiré Kabila avaient évoqué cette possibilité dès leur accession au pouvoir le 17 mai 1997. Selon eux, Kinshasa est trop excentrée et inaccessible pour les habitants des provinces de l'Est du pays. Cela serait une des raisons de la lourdeur de la bureaucratie et du déficit de prise en charge des problèmes des provinces. Selon un ancien partisan du Mouvement du 17 mai (partisans de Laurent-Désiré Kabila), le régime de l'AFDL pensait déjà à la construction d'une nouvelle ville-capitale politique dans l'actuelle province du Sankuru au centre du pays.²⁷ C'est, semble-t-il, en attendant l'exécution de ce projet que Kabila père aurait pris l'option d'éparpiller les institutions de la République à travers le pays. Pendant que l'exécutif fonctionnait à Kinshasa, le législatif était opérationnel à Lubumbashi, et les cours et tribunaux attendaient leur relocalisation à Kisangani. L'idée de retirer à Kinshasa le statut de capitale du pays

²⁶ Entretien n°15, Kinshasa, 7 juillet 2021.

²⁷ Entretien n°14, Bukavu, 9 juillet 2021.

est motivée par deux raisons : une première est « objective » et une seconde « subjective ». La première raison soutient que la capitale est trop excentrée et totalement coupée des provinces. Il s'agit au départ d'un enclavement physique, qui aurait fini d'abord par isoler les provinces de la capitale, et ensuite par cliver le pays en termes de provinces de l'Est et provinces de l'Ouest.

Kinshasa est parmi les capitales difficilement accessibles par ceux qu'on appelle les Congolais de l'intérieur (...) c'est dommage que les politiciens congolais n'aient rien appris de Stanley qui affirmait, déjà à la fin du 19^{ème} siècle que le Congo ne valait rien sans chemin de fer.²⁸

Pour plusieurs informateurs, cet enclavement des provinces jouerait contre l'intégration nationale. Les populations de l'Est seraient ainsi tournées vers l'Afrique de l'Est (Ouganda, Rwanda, Burundi, Tanzanie, etc.), tandis que celles de l'Ouest seraient davantage tournées vers l'Angola et l'océan (Europe) que vers l'intérieur du pays. Comme on peut le constater, il y a lieu de croire que cet argument utilisé par les partisans de la balkanisation serait un alibi pour justifier un combat politique en apparence « d'arrière-garde ». En effet, toutes les provinces de la RDC sont enclavées par rapport à Kinshasa. Il est donc réducteur de présenter le problème en termes de clivages Est-Ouest. Les provinces du Nord du pays (Mongala, Bas-Uélé etc.) sont aussi difficilement accessibles par route à partir de Kinshasa que celles du Sud du pays (Haut Lomami, Lomami etc.). Il en va de même pour les provinces du centre du pays (Sankuru, Tshuapa, Kasaï Central etc.).

Il semble que l'enclavement des provinces par rapport à Kinshasa soit utilisé pour détourner l'attention d'un deuxième argument beaucoup plus subjectif. Le narratif ci-après, diffusé par les Wazalendo²⁹ en dit plus :

Kinshasa ni dunia ingine. Batu ni bavivu. Hatuko sawa nabo. Habatumikake, kazi yabo ni ma kope na ambiance. Na njo byenye bana fanyaka mu politique. Ina faa tu siku moya tuna achana nabo. Na njo dawa ya maendelo ya Kivu (...).³⁰

²⁸ Entretien n°3, Goma, 10 juillet 2021.

²⁹ Entretien n°13, déjà cité.

³⁰ « Kinshasa est un autre monde, les gens sont paresseux. Nous (les gens du Kivu) ne sommes pas comme eux. Ils ne travaillent pas. Tous ce qu'ils savent faire c'est la débrouillardise et l'ambiance. C'est ça qu'ils font même dans la gestion de l'Etat. Il faut qu'un jour l'on puisse se débarrasser d'eux. C'est la solution pour le développement du Kivu. »

Ce narratif est chargé de préjugés et prend appui sur le fameux « clivage Est-Ouest ». Il est aussi discutabile que l'argument « objectif » présenté ci-dessus. En effet, ceux qui sont aux manettes du pouvoir à Kinshasa ne sont pas nécessairement de « l'Ouest ». D'ailleurs, dès la fin des années 1990 et le début des années 2000 plusieurs acteurs politiques venus de « l'Est », à la faveur des différentes rébellions et des élections de 2006, ont occupé des postes stratégiques au sein du gouvernement. Leur bilan est mitigé. Le problème n'est pas l'origine géographique des dirigeants, mais plutôt la qualité de ces derniers. Bagenda Balagizi avait déjà abordé un pan de cette question sous un titre très évocateur.³¹ : *Le Congo malade de ses hommes*. Cet auteur dénonça ainsi la responsabilité des acteurs politiques congolais dans la faillite de leur pays et dans les guerres qui sévissent dans l'Est (Bagenda 2003). C'est en fait pour trouver des solutions à la faillite de l'État qu'un certain nombre d'acteurs politiques se prononcent actuellement pour le fédéralisme. En réalité, c'est tout le processus de déploiement de la décentralisation, selon l'esprit de la Constitution de 2006, qui stagne. Alors que cette constitution garantit aux provinces de larges perspectives d'autonomie bien précisées par la Loi organique du 7 octobre 2008³²,

Kinshasa continue de tout contrôler. Les élections locales, qui devaient contribuer à la mise en place des institutions démocratiques au niveau des territoires, n'ont jamais été organisées. Selon un député³³, l'UDPS (le parti au pouvoir) n'aurait pas l'intention d'organiser ces élections. Il voudrait s'inscrire dans le même schéma que le PPRD, qui pendant dix-huit ans s'était arrogé le droit de nommer et de révoquer les cadres au niveau des entités de base, afin de s'assurer le contrôle des élections de 2023. En effet, ces cadres de base sont souvent cooptés dans les bureaux de vote et sont fidèles au pouvoir en place. C'est pour cette raison que presque tous les acteurs de la société civile souhaitent la tenue des élections locales. Selon eux, cela permettrait d'atténuer tant soit peu le poids et les interférences des autorités centrales

³¹ Bagenda, B. (2003) : *Le Congo malade de ses hommes. Crimes, pillages et guerres*. Bruxelles, Luc Pire.

³² Loi Organique n°08/016 du 7 octobre 2008 portant composition, organisation, et fonctionnement des Entités Territoriales Décentralisées et leurs rapports avec l'Etat et les provinces.

³³ Entretien n°6, déjà cité.

dans les entités décentralisées, et de favoriser les initiatives locales de développement. Les partisans du fédéralisme voudraient, à terme, mettre fin à l'accaparement du pouvoir et des ressources du pays par les élites basées à Kinshasa. Cette deuxième tendance propose ainsi le fédéralisme comme alternative à la balkanisation.

Encore une fois, ce n'est pas un nouveau débat. La troisième tendance enfin, exprime les avis opposés à la balkanisation. Elle redoute les intentions du Rwanda de vouloir annexer le Nord-Kivu et le Sud-Kivu : « Si nous balkanisons ce pays, le Rwanda va sûrement nous dominer et nous engloutir »,³⁴ a affirmé un informateur. Il faut préciser que la peur de l'invasion rwandaise remonte aux années 1990. La tendance de ce pays à contrôler l'Est de la RDC entre 1996 et 2003, la partialité positive dont Paul Kagame jouirait au niveau de la communauté internationale, et les incertitudes quant à une rapide mise en place d'une armée forte dans les États qui seraient issus de la balkanisation, sont autant de facteurs qui renforcent le sentiment de crainte envers ce voisin redouté par plusieurs congolais établis dans l'Est du pays. C'est donc pour éviter toute surprise désagréable que plusieurs personnalités proches de l'opposition congolaise estiment qu'il faut garder la forme unitaire de l'État congolais et mettre en pratique la décentralisation et la déconcentration comme cela est prévu dans la Constitution. Du coup, fédérer le pays est compris, à tort ou à raison, comme un pas vers une balkanisation au profit du Rwanda.

³⁴ Entretien n°20, Bukavu, 10 juillet 2021.

Historiciser le discours de balkanisation en RDC

Au-delà du discours autour de la balkanisation, deux principales questions méritent une attention particulière. Il s'agit tout d'abord de la question liée à l'intégration nationale et ensuite de celle relative à la gestion politique et économique de l'État congolais. S'agissant de la question de l'intégration nationale, il faut préciser que les fameux « clivages Est-Ouest » trouvent leur fondement dans le processus même de construction de l'État Indépendant du Congo. Si l'État qui est né à l'issue du processus de Berlin était une réalité juridique, sur le plan social il constituait un amalgame de nations réunies en vrac sur un immense territoire, dont les frontières n'étaient pas définitives à l'époque (Stengers 1985). Des royaumes autonomes avaient perdu leur souveraineté au profit du colonisateur. L'unité dont la classe politique congolaise avait fait preuve à la veille de l'indépendance était tout simplement embryonnaire. Une fois la bataille de l'indépendance gagnée, plusieurs défis attendaient la jeune classe politique congolaise, dont celui de la forme de l'État à adopter. En effet, bien avant l'indépendance, Joseph Kasavubu, leader de l'Alliance des Bakongo (ABAKO), avait construit son argument en faveur du fédéralisme sur la diversité culturelle de l'État hérité de la colonisation. Ce leader d'un parti tribalo-régional affirmait que :

La diversité (culturelle) n'exclut pas nécessairement l'unité. L'unité du Congo que nous admettons serait souhaitable dans le sens d'une fédération des entités provinciales autonomes. Cette unité, qui ne devrait être ni fragile, ni artificielle, peut être facilitée par la formation des gouvernements provinciaux dès janvier 1960 et du gouvernement congolais en mars 1960 (Niamba 2000).

En optant pour le fédéralisme, Joseph Kasavubu prenait le contre-pied du Mouvement national congolais (MNC) de Patrice Emery Lumumba, pour qui l'option unitariste semblait être la seule capable de maintenir, dans une structure étatique moderne, la fragile nation héritée de la colonisation. Ce débat va alors traverser toute l'histoire politique de la RDC. En effet, peu avant l'indépendance, la Loi fondamentale du 19 juin 1960, une production du Parlement belge, opta pour des structures unitaires de l'État et fit de son mieux pour donner à cet État certains aspects du système fédéral. L'aspect fédéral de la Loi fondamentale résidait dans le fait qu'elle reconnaissait aux provinces le droit de se doter d'une constitution et d'institutions administratives (art. 159 et art. 160), ainsi que le droit d'avoir un gouvernement propre et une assemblée élue (art. 15 et 162). Cette loi prévoyait, en outre, des matières laissées à la compétence exclusive du gouvernement central (art. 219) et d'autres réservées au pouvoir provincial (art. 221), la répartition des compétences étatiques de souveraineté étant l'enjeu fondamental de tout système fédéral.

La Belgique mit en œuvre son juridisme propre aux sociétés occidentales pour tenter de souder cette « nouvelle nation congolaise » autour d'un idéal étatique que 24 ans d'histoire coloniale commune n'avaient pas réellement façonné. C'était sans compter sur les clivages et intérêts régionaux, et encore moins sur « l'équation personnelle » de la classe politique congolaise inexpérimentée. Celle-ci, incapable d'intégrer le modèle de gestion étatique hérité de la colonisation, a tout simplement contribué à consolider le chaos dans lequel le pays plonge au lendemain de l'indépendance. Le 25 novembre 1965, Mobutu accède au pouvoir à la faveur d'un coup d'État. Pour booster l'intégration nationale, il décida de faire gérer les provinces par des gouverneurs non originaires. Le totalitarisme du Maréchal Mobutu parvint à imposer, à sa manière, l'idée d'une nation congolaise. Mais l'unité que le régime du Mouvement populaire de révolution (MPR) mit à son actif était très fragile. Mobutu avait volontairement fait abstraction des particularités des provinces, et cela n'a pas tardé à susciter des contestations locales (Niemba 2002). En fin de compte, le système Mobutu a géré les tendances autonomistes des provinces en pratiquant la « politique de l'autruche ». Cette politique ne pouvait pas faire long feu face à la détérioration progressive de la situation économique du pays, au tribalisme et au

clientélisme qui ont caractérisé la Deuxième République. Au début des années 1990, le Zaïre est « l'homme malade de l'Afrique centrale ».

Pour ce qui est de la question de la gestion de l'État, « l'homme malade de l'Afrique centrale » semble être passé à côté de son destin. Seules les années 1970 avaient donné un peu d'espoir aux Zaïrois. Dès le début des années 1980, le pays a amorcé sa faillite. Après la crise politique suscitée par l'échec du processus de démocratisation amorcé en 1990 et suivi de 22 ans de guerres à répétition, la RDC est un État éparpillé. Malgré les efforts consentis par la communauté internationale dans le processus de construction de la paix et de reconstruction de l'État, « l'homme malade de l'Afrique centrale » a du mal à guérir. En définitive, le spectre de la balkanisation qui plane sur la RDC s'inscrit dans le schéma classique de démembrement de grands ensembles politiques : un État-continent dépourvu d'une administration efficace, un conglomérat d'espaces de pouvoir « milicianisés », un *failed state* (Tréfon 2002), un Etat « déjà balkanisé » sur le plan économique, social, culturel etc.

Et si la « balkanisation » venait d'ailleurs ?

Le discours sur balkanisation de la RDC s'appuie également sur des théories du complot. Une théorie du complot procède par l'explication d'un événement, d'une succession d'événements, voire de toute une partie de l'histoire d'un pays ou du monde, en reposant sur l'action volontaire, occulte et malveillante, d'un nombre restreint de personnes (Lebourg 2008). Les théories du complot se basent généralement sur des faits, qui servent d'indices à la construction d'une théorie dont les éléments principaux, étant cachés, sont par nature difficiles à prouver. L'important n'est donc pas de prouver la véracité d'une rumeur ou l'effectivité d'un « complot ». Il est en effet connu que les théories du complot ne dénoncent pas tant un complot qu'un état de la société (Madelin 2002). Le « plan de balkanisation » de la RDC reposerait ainsi sur une rumeur évoquant la détermination du Rwanda, avec l'appui des occidentaux, à ériger un certain « empire Hima-Tutsi » (Barnes 1999) dans l'Est de la RDC.

Après plus de deux décennies d'instabilité et de morcellement territorial, surtout dans la partie orientale du pays, bien des personnes commencent à croire qu'il existerait bel et bien un plan de balkanisation de la RDC. En première ligne, l'opposition congolaise dont se revendique désormais Martin Fayulu, candidat malheureux à l'élection présidentielle de 2018. Viennent ensuite certains responsables des confessions religieuses, puis certains animateurs de la société civile et, enfin, quelques scientifiques « indépendants ». Toutes ces catégories lient ce « plan de balkanisation » davantage à des facteurs extérieurs qu'à l'action consciente des acteurs politiques congolais, ou encore moins celle de la population. Dans ce contexte dominé par

la rumeur, la création de la commune rurale de Minembwe³⁵ au Sud-Kivu n'est pas seulement tombée comme un cheveu dans la soupe, mais en est devenue l'épice principale : le cœur de « l'Empire Hima-Tutsi ». Ce fameux empire est évoqué sous plusieurs appellations : la République des Volcans, l'Empire Hima et d'autres. Il s'agirait d'un vaste État à constituer au cœur de l'Afrique et qui devrait englober le Rwanda actuel, le Burundi, le sud-ouest de l'Ouganda, le Buha en Tanzanie et le Buhavu au Sud-Kivu – tous liés par des familiarités linguistiques. Une fois réalisé, ce projet devrait amputer la RDC des provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et du Maniema : « le Grand-Kivu ». Malgré les progrès enregistrés dans le processus de réunification de la RDC après les rebellions des années 1990 et 2000, plusieurs informateurs estiment que le projet d'érection d'un « État Hima-Tutsi » est en cours d'exécution en territoire de Fizi et que la commune rurale de Minembwe en serait le point de départ.

Les grandes puissances, les USA, la France et Israël en particulier, sont citées comme étant le cerveau moteur de la « prochaine partition » de la RDC. Faisant allusion à une homélie de l'Évêque de Bunia, un acteur de la société civile affirme même que quatre États devront être créés et que la nouvelle carte politique de l'Afrique centrale serait déjà disponible à Berlin.³⁶ En réalité, c'est le cycle de guerres (1996–2003) et l'essaimage des groupes armés qui s'en est suivi entre 1996 et 2021, qui ont mis en mal l'unité territoriale de la République démocratique du Congo. Des chefs de guerre, régnant en maîtres sur de vastes portions du territoire national ont ravivé le souvenir des années 1960 au cours desquelles le pays, déchiré par les sécessions, avait échappé de justesse au démembrement. En 1999, soit près de quatre décennies après les sécessions des années 1960, le pays a connu une partition de fait, suite à l'action de deux principaux mouvements rebelles : le Mouvement de libération du Congo (MLC) de Jean-Pierre Bemba et le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD). Les jeunes membres de la BBC-Carrefour avaient ainsi dénoncé un « complot international pour balkaniser la RDC ».

³⁵ La localité de Minembwe est située dans les Hauts plateaux de Fizi, Uvira et Mwenga. Les Banyamulenge, qui sont perçus comme des étrangers, y vivent côte à côte avec d'autres communautés locales. Sous l'impulsion des leaders Banyamulenge et contre la volonté des autres communautés locales, la localité a été érigée en Commune rurale.

³⁶ Entretien n°10, Goma, le 13 juillet 2021.

Citant, sans beaucoup de précisions un journal ougandais, ils soutenaient en 1999 que :

Quatre États autonomes seront créés sur le territoire congolais. La République des Volcans incluant le Grand Kivu (le Nord-Kivu, le Sud Kivu, le Maniema) et les deux Kasai deviendront la zone d'influence des États-Unis sous le contrôle direct du Rwanda. La province orientale (Kisangani) sera dominée par l'Ouganda avec la bénédiction de l'Angleterre. La Belgique retrouvera son État du Katanga des années soixante tandis que le reste du pays sera tourné vers Brazzaville et Bangui dans la zone d'influence de la France.³⁷

Compte tenu de cette rumeur, la rébellion menée par le RCD entre 1998 et 2003 a été interprétée comme une guerre pour la balkanisation de la RDC. La résistance urbaine s'est alors structurée autour du bureau de Coordination de la société civile tandis que dans les milieux ruraux l'heure était à la résurgence des groupes armés dits « Maï-Maï ». Cette période coïncide avec la montée de la « rwandophobie » dans le Kivu. Un ancien animateur de la société civile des années 1990 en fait le témoignage suivant :

Les agresseurs rwandais, en complicité avec les américains, les anglais et les juifs, voulaient balkaniser la RDC, tout simplement. Seule la résistance nationaliste menée par la société civile et les Maï-Maï de l'époque nous a permis de faire échec à ce plan. Mais, la bataille n'est pas finie. Les américains sont jusqu'au-boutistes. Avec Felix à la tête du pays, tout est possible.³⁸

En fait, il n'existe pas de complot sans complices. Si de manière globale le plan de balkanisation de la RDC est accolé à la communauté internationale et aux pays voisins, les complices eux sont désignés à l'intérieur du pays. A ce propos, un député national a été très clair :

[...] Il est malheureux de constater que jusqu'aujourd'hui l'opinion focalise son attention à l'extérieur du pays chaque fois qu'il est question de dénoncer les velléités de balkanisation, sinon sécessionnistes [...]. Quand l'ambassadeur des États-Unis est parti assister à l'installation de la commune rurale de Minembwe, il était accompagné par des congolais non ?³⁹

³⁷ Groupe de pression initié au début des années 1990 par la Fédération de l'UDPS Sud-Kivu. Le signe BBC n'a pas de signification particulière.

³⁸ Entretien n°20, déjà cité

³⁹ Entretien n°6, déjà cité.

Pour cet informateur, la machine de la balkanisation est déjà en marche. Aussi, la présence de l'ambassadeur des États-Unis à Minembwe, pour l'installation d'une commune rurale, devrait être comprise comme un signal fort lancé par les États-Unis, non seulement au gouvernement congolais (représenté à Minembwe par le Ministre de la Défense et des Anciens Combattants, celui de la Décentralisation, le Chef d'État-Major général des FARDC, ainsi que par le Gouverneur du Sud-Kivu), mais aussi à ceux des congolais qui continuent de considérer les Banyamulenge comme des étrangers. En conséquence, les Banyamulenge ne sont plus considérés comme de simples complices inféodés au Rwanda, mais comme des principaux acteurs du processus d'implantation d'un « Empire Hima-Tutsi » dans l'Est de la RDC. C'est à juste titre que dans une tribune, Judith Verweijen note que « Minembwe évoque le spectre de la balkanisation qui fait régulièrement surface dans le débat politique congolais ».

Notons enfin que la jonction récente entre les théories du complot et le « plan de balkanisation de la RDC » avait été rendue possible par la mise en œuvre de deux concepts aux contours très flous pendant les guerres de 1996 et 1998 : *Hutuland* et *Tutsiland*. Dans l'optique du « complot », ces concepts suggéraient une démarche entreprise par les occidentaux pour désengorger le Rwanda, qui aurait un problème d'espace pour sa population par rapport à la superficie du pays. Selon les adeptes de cette théorie du complot, il était question de créer dans le Kivu, entre la RDC et le Rwanda, un état-tampon devant contenir les anciens réfugiés Hutu de 1994, grâce à l'implication des Hutu congolais. Le fameux « Etat-tampon » finirait ensuite par être annexé « au petit voisin ». ⁴⁰ En effet, l'espace en question (principalement entre le Rwanda et la RDC) est caractérisé par un chevauchement des identités ethniques et nationales (Pourtier 2000). Au plus fort des rébellions congolaises, cet auteur avait situé « l'imbroglio du Kivu » sur cet espace qu'il avait qualifié de « Balkans de l'Afrique ». Cette expression n'est pas passée inaperçue. Elle a retenu l'attention de certains acteurs de la société civile (Collectif des Organisations des Jeunes du Sud-Kivu et Dauphins Munzehirwa-Kataliko) qui, hostiles aux rebelles du RCD, s'étaient alors engagés à sensibiliser la population de la ville de Bukavu pour lutter contre « une guerre d'occupation

⁴⁰ Entretien n°19, Goma, 12 juillet 2021.

inscrite dans la logique de balkaniser le pays ». En 2012, J. Peter Pham, à l'époque employé du thinktank Atlantic Council, jeta le pavé dans la marre. Dans une tribune intitulée « To save Congo, let it fall apart » (« Pour sauver le Congo, laissez-le s'effondrer ») dans le *New York Times* le 30 novembre 2012, ce futur envoyé spécial des Etats-Unis dans la région des Grands Lacs – prit position pour la balkanisation de la RDC. Après avoir présenté les richesses de ce pays et démontré que celles-ci n'ont jamais profité au peuple mais seulement à quelques individus, il prit une position claire :

[...] If Congo were permitted to break up into smaller entities, the international community could devote its increasingly scarce resources to humanitarian relief and development, rather than trying, as the United Nations Security Council has pledged, to preserve the “sovereignty, independence, unity, and territorial integrity” of a fictional state that is of value only to the political elites who have clawed their way to the top in order to plunder Congo's resources and fund the patronage networks that ensure that they will remain in power. (Pham 2012)

Pham prit ainsi le contre-pied de Aldo Ajello, ancien représentant de l'Union européenne pour les Grands-Lacs qui précisait que « il n'est pas nécessaire de déplacer les frontières (congolaises), mais de les ouvrir pour une gestion concertée des ressources de la région [...] ». Ce point de vue avait été plus tard relayé par Président français Nicolas Sarkozy et par le Commissaire européen Louis Michel qui avaient, à l'époque, formulé clairement leur vœu de voir la RDC partager ses ressources avec ses voisins pour mettre fin aux conflits récurrents dans la « zone CEPGL » (Muzalia 2017). Pour bon nombre d'acteurs politiques et animateurs de la société civile, les expressions « ouvrir les frontières congolaises » et « gestion concertée des ressources de la région » posaient problème. Ils en ont déduit que la position de Aldo Ajello, n'était qu'une métaphore pour une balkanisation subtile.⁴¹ La RDC serait ainsi réduite à un version actualisée de l'Association internationale du Congo (1885-1908), c'est-à-dire un « consortium international et non un État au sens moderne du terme » (Mwaka et al. 2003). Avancée en 2012, dans le contexte de la rébellion du Mouvement du 23 mars (M23), la thèse pro-balkanisation de Pham, qui va jusqu'à traiter la RDC d'état fictif, a contribué à amplifier non seulement la rumeur de l'existence d'un « complot international » pour

⁴¹ Entretien n°20, déjà cité.

balkaniser la RDC, mais aussi la rumeur autour du rôle que jouerait le Rwanda dans ce processus à travers le M23. Le Rwanda dont il est question ici est celui du Front patriotique rwandais (FPR), dominé par les « Tutsi », que la théorie du complot en vogue dans l'Est de la RDC présente comme des « Juifs noirs », et qu'elle associe donc à l'Etat d'Israël (c'est-à-dire un Etat soutenu en toutes circonstances par les Etats-Unis d'Amérique), qui entretiendrait par ailleurs de bonnes relations avec le Rwanda.

Depuis lors, le spectre de la balkanisation hante nombre de congolais, au point que certaines initiatives de décentralisation territoriale mises en œuvre par le gouvernement de Kinshasa – comme l'érection de Minembwe en commune rurale, ou encore Nyabibwe⁴² au Sud-Kivu (zones caractérisées par la présence de Banyamulenge et de Banyarwanda) – ainsi que toutes les activités miliciennes d'abord du CNDP puis du M23 (proches du Rwanda) au Nord-Kivu, sont considérées par des opposants congolais comme des tentatives de matérialisation soit d'un *Tutsiland*, soit d'un *Hutuland*, et donc des « noyaux à partir desquels les puissances étrangères soutenues par des complicités congolaises voudraient concrétiser le fameux plan de balkanisation de la RDC ». Les populations parlant kinyarwanda et vivant dans ces zones sont ainsi souvent assimilées aux Rwandais. Ci-après les propos d'un responsable de la société civile :

Aujourd'hui les Hutu d'ici ont même inventé une langue [...]. Ils disent qu'ils parlent le kihutu. Mais le kihutu comme langue n'existe pas. Tous ces gens-là ont été installés chez nous par les Belges dans les années 1940, ils parlent kinyarwanda, ils sont rwandais. Ils sont en complicités avec leurs frères rwandais pour annexer le Grand-Kivu [...].⁴³

Comme on peut le voir, une telle affirmation prend appui sur l'épineuse question identitaire et sur la logique d'exclusion dans les deux provinces du Kivu. Un acteur de la communauté tutsi de Masisi le dit en ces termes :

⁴² Cf. Décret n° 13/029 du 13 juin 2013 conférant le statut de ville et de commune à certaines agglomérations de la province du Sud-Kivu.

⁴³ Entretien n°19, déjà cité.

Nos pères ont beaucoup milité pour la liberté et l'indépendance de ce pays (RDC). Dans les premiers gouvernements, ils ont été représentés. Au Nord-Kivu par exemple, nous avons eu des ministères comme toute autre communauté reconnue au Nord-Kivu. Aujourd'hui nous sommes catalogués « étrangers ». Nous avons été même exclus de participer à la conférence nationale souveraine, soi-disant que nous sommes des étrangers. Et tout cela, nous avons du mal à le digérer. C'est pourquoi, certains d'entre nous ont pris l'option des armes dans l'objectif de conquérir les droits des Tutsi.⁴⁴

C'est aussi autour de ces clivages identitaires que se consolident les discours autour du complot. Par conséquent, les incursions permanentes, réelles ou supposées, des éléments de l'armée rwandaise dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu (pour des raisons sécuritaires et/ou économiques) sont interprétées comme une étape dans un processus de balkanisation. Ce serait en réaction à ce « processus amorcé » que quelques groupes Mai-Mai, sous le leadership de William Yakutumba, avaient créé en 2017, la Coalition nationale du peuple pour la souveraineté du Congo (CNPSC). La dénomination de cette coalition véhicule un message de résistance au « plan de balkanisation » de la RDC. Ainsi, pour les partisans de la théorie du complot, l'occupation de la localité frontalière de Bunagana depuis le 13 juin 2022 par le M23, s'inscrirait dans la logique de « congoliser » une dynamique de partition du pays. Aussi, toutes les démarches diplomatiques pour trouver une solution durable au différend qui oppose les gouvernements rwandais et congolais autour de la question du M23 et des résidus des FDLR présents dans l'Est de la RDC, sont considérées par plus d'un congolais comme de la pure distraction. Le débat autour de la balkanisation de la RDC reste ainsi vivant.

⁴⁴ Entretien n°14 Goma, 09 juillet 2021.

Cette étude a focalisé l'attention sur le discours autour de la balkanisation de la RDC. Elle a abordé cette problématique à lumière des théories du complot. Il était question de comprendre la survivance de ce débat à travers le temps. A la fin de cette analyse, il faut constater que le débat autour de la balkanisation de la RDC a traversé toute l'histoire de ce pays et a souvent été l'affaire des élites politiques pendant les périodes de crise. C'est ainsi que les crises des années 1960 avaient servi de premier cadre d'expression des tendances séparatistes. La sécession du Katanga et celle du Sud-Kasaï poussèrent les pères de l'indépendance, Lumumba en particulier, à pointer les colons belges du doigt et les qualifier de « comploteurs ».

Dans le contexte actuel, le discours autour de la balkanisation prend appui sur la persistance de l'insécurité dans l'Est de la RDC après près de trois décennies de recyclage de la violence armée, de bégaiement du processus de décentralisation et de fragmentation continue de l'Etat. Il faut cependant préciser que la question de la balkanisation suscite des avis contradictoires. Si pour certains il est temps de morceler le pays (parce qu'il serait déjà balkanisé sur le plan économique), pour d'autres cela risque de plonger toute la région des Grands Lacs dans un chaos durable à cause des « ambitions expansionnistes » du Rwanda dans l'Est de la RDC. Cette seconde tendance opte ainsi pour le fédéralisme et estime qu'accorder une large autonomie aux provinces pourrait atténuer les élans séparatistes et minimiser un potentiel « effet domino » au sein des futurs États fédérés qui, en réalité, ne sont pas des blocs homogènes.

Enfin, en parallèle de ce débat interne, le positionnement par rapport à la balkanisation de la RDC est fortement influencé par des rumeurs sur l'existence d'un « complot international contre la RDC ». Les États-Unis, la France et Israël compteraient parmi les « comploteurs » et jouiraient de la complicité du Rwanda au niveau de la région, ainsi que de celle des congolais, en particulier de la communauté banyamulenge qui serait la principale bénéficiaire de l'éclatement de la RDC. C'est aussi pour contourner ce « complot international » que Kinshasa ne serait pas disposée, du moins pour l'instant, à renforcer l'autonomie des provinces. En effet, il semble que la majorité des Congolais souhaiteraient quand-même garder leur pays uni.

- Barmes, W. (1999) : « Kivu : l'enlèvement de la violence ». *Politique africaine*, n°73 : 123-136.
- Bazin, M. (1986) : « Introduction. La Turquie entre l'Orient et l'Occident ». *Travaux de l'Institut Géographique de Reims*, n°65-66, pp. 3-6.
- Bouvy, A. et al (2019) : *La paix des armes dans le Nord-Kalehe. Stabilisation, démobilisation et reconfiguration des groupes armés*. Insecure Livelihoods Series, Université de Gand.
- Braeckman, C. (1999) : *L'enjeu congolais. L'Afrique après Mobutu*. Paris, Fayard.
- Braeckman, C. (2006) « Le Congo transformé en libre-service minier » in *Le Monde diplomatique*, sous <http://www.monde-diplomatique.fr/2006/07/BRAECKMAN/13606>.
- Brassine de La Buisserie, J. & G-H. Dumont (2010) : « Les autorités Belges et la décolonisation du Congo ». *Courrier hebdomadaire du CRISP* 2063-62 : 9 – 17.
- Capdepuv V. & F. Jesné (2012) : « Histoire d'un concept ». *Matériaux pour l'histoire de notre temps* 107 : 3-12
- CRISP (1960) : « La formation du premier gouvernement congolais ». *Hebdomadaire du CRISP*, sous <https://www.cairn.info/revue-courrier-hebdomadaire-du-crisp-1960-24-page-1.htm>.
- Kalubi Kabasele, B. (2005) : « Moïse Tshombé : Main basse sur le Katanga ». *Cœur de l'Afrique* 18-19.
- Kapya, K. (n. d.) : *A propos de la répartition des recettes à caractère national entre le pouvoir central et les provinces en République Démocratique du Congo*, sous https://www.hamann-legal.de/upload/4Jean_Salem_Franz.pdf
- Kataliko E. (1999) : *Message de Noël 1999 aux fidèles de Bukavu*, sous <https://l-hora.org/fr/message-de-noel-1999-aux-fideles-de-bukavu-mgr-kataliko-emmanuel-archeveque-de-bukavu-25-12-99/>
- Kibel'Bel Oka, N. (2020) : *Balkanisation de la RDC? Mythes et réalités*. Éditions Scribe.
- Kodjo, E. (1985) : « ...et demain l'Afrique ». Stock, Paris.
- Huening, L. (2013) : « Making use of the past : The Rwandophone question and the 'Balkanisation of the Congo' », sous <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/03056244.2012.761603>.
- Lebourg, N. (2008) : *La théorie du complot et le sens de l'histoire*, sous <http://temps-presents.wordpress.com/2008/12/28/la-theorie-du-complot-et-le-sens-de-l-histoire/#more-605>.
- Loannis, L. (2005) : « La question d'orient et la géopolitique de l'espace européen du sud-est ». *Guerres mondiales et conflits contemporains* 217 : 17-28.
- Madelin, H. (2002) : « Rumeurs et complots », *Études* 397 : 477-488.
- Manin, A. (1978) : « L'intervention française au Shaba (19 mai – 14 juin 1978) ». *Annales françaises de Droit international* 24 : 159 – 188.

- Melmoth S. (2007) : « République démocratique du Congo : décentralisation et sortie de conflit », *Afrique contemporaine* 221 : 75-85.
- Mersi Mbale, B. (2019) : « Du quasi-État à l'État défaillant : la balkanisation de la République Démocratique du Congo. » *Journal of Innovation and Applied Studies* 25(4) : 1308 – 1314.
- Morency-Laflamme, J. (2011) : « L'effet catalyseur de la rente pétrolière sur les guerres civiles en Afrique ». Sherbrooke : Association francophone pour le savoir.
- Mouhamed Diouf (2021) : *Le conflit en Casamance : les enjeux actualisés d'une guerre interne*, sous <https://acresa.org/le-conflit-en-casamance-les-enjeux-actualises-dune-guerre-interne>.
- Muzalia G. (2012) : *Bundu dia Kongo, une resurgence des messianismes et de l'Alliance des Bakongo*. Presses Académiques Francophones, Berlin.
- Muzalia, G. (2017) : "Entre intégration régionale et partition? Regards sur la vision de Bundu dia Kongo. *Cahiers du CERUKI* 53 : 322 – 339.
- Mwaka, A et al. (2003) : « République Démocratique du Congo : Dialoguer avec les maîtres du monde ». *Mouvements et Enjeux sociaux*, Kinshasa 10 : 35 – 49.
- Nano, R. (2013) : « Conflits iconographiques autour de l'ex-Yougoslavie : un point de vue ». *Anatoli* 4.
- NIEMBA, S. J. (2002) : *État de droit, démocratique, fédéral au Congo-Kinshasa. Source de stabilité en Afrique centrale*. Harmattan, Paris.
- Njangu, C & al. (2000) : *Les conflits au Sud-Kivu : Des anciens royaumes à 1996. Rôle de la femme*. Éditions AFECEF, Bukavu.
- Pham, J. (2012) : "To save Congo, let it fall apart," sous <https://www.nytimes.com/2012/12/01/opinion/to-save-congo-let-it-fall-apart.html>
- Pourtier, R. (2000) : "Espace et nation en Afrique. La dimension oubliée." *Regards sur l'Afrique Historiens & Géographes* 379.
- Rosière, S. (2010) : « La fragmentation de l'espace étatique mondial ». *L'Espace Politique* 11(2).
- Sabri, S. (1992) : « La Turquie et la crise en Yougoslavie ». *Politique étrangère* 57(2) : 309 – 316.
- Tréfon T et al. (2002) : "State Failure in the Congo." *Review of African Political Economy* 29(93/94).
- Tunamusifu Shirambe, P. & C. Mpanwa (2020) : « Guérilla et/ou terrorisme comme modus operandi des présumés Allied Democratic Forces (ADF) à Beni (RD Congo) ». *Annales de l'ULPGL, Goma*.
- Van Lierde, J. (1963) : *La pensée politique de Lumumba*. Paris, Présence Africaine.
- Vasiliki, C. (2014) : *La Guerre Russo-Turque de 1877-78, vue par la presse française et anglaise de l'époque. Histoire*, sous <https://core.ac.uk/download/pdf/51942198.pdf>.
- Verweijen, J. (2020) : « Le Minebmwegate » ou l'antienne de la Balkanisation », sous <https://www.jeuneafrique.com/106442/politique/tribune-rdc-le-minembwagate-ou-lantienne-de-la-balkanisation/>
- Verweijen, J. et al. (2019) : Mayhem in the mountains. How violent conflict on the Hauts Plateaux of South Kivu escalated. Insecure Livelihoods Series, Université de Gand.
- Veyne, P. (2016) : « Politique et corruption : nous avons tout à apprendre des Romains ! », *Sexe et pouvoir à Rome*. Tallandier : 69-83.
- Vunduawe, T.M. (2019) : « La dynamique de la décentralisation territoriale en République Démocratique du Congo ». *Congo-Afrique* 432 (CPAS-Kinshasa) : 165 – 185.

The Insecure Livelihoods Series

